[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on a préparé un rapport sur le progrès du bilinguisme dans la fonction publique fédérale. La traduction est en cours et dès qu'elle sera terminée, aujourd'hui ou demain j'espère, on pourrait le déposer à la Chambre.

[Français]

M. Choquette: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de la Justice.

Je voudrais lui demander s'il a trouvé un moyen pour contourner les obstacles que le gouvernement de la province de Québec a suscités quant à l'insertion des garanties linguistiques dans la Constitution?

M. l'Orateur: A l'ordre! La question telle que posée n'est pas recevable.

[Traduction]

L'IMMIGRATION

LA SASKATCHEWAN—L'ACCUEIL D'ÉMIGRANTS DU KENYA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, mais en son absence, le secrétaire parlementaire voudra peut-être la tenir pour préavis. Le premier ministre de la Saskatchewan a-t-il demandé que l'on s'efforce tout spécialement d'accueillir des sujets britanniques du Kenya pour qu'ils s'établissent en Saskatchewan, en dépit des indications que le chômage augmente dans les Prairies?

M. J. C. Munro (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je n'ai pas eu connaissance d'une demande de ce genre, monsieur l'Orateur. Je vais vérifier et je répondrai demain ou après-demain.

LES TRAVAUX PUBLICS

LE FRASER—L'ACCORD SUR LES PROJETS DE RÉGULARISATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, à propos de l'accord relatif à la lutte contre les crues du Fraser. Peut-il nous dire s'il a rencontré le ministre de la Colombie-Britannique en cause et si un accord a été signé à ce sujet?

[M. Choquette.]

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré, samedi, le ministre des Terres, des Forêts et des Eaux de la Colombie-Britannique. Je lui ai fait des suggestions concernant l'accord fédéral provincial pour le contrôle des inondations sur le fleuve Fraser. Il doit faire rapport à ses collègues. Je dois faire rapport aux miens. Nous devons nous rencontrer de nouveau dans quelques jours.

[Traduction]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

JOHN STEPHEN MARSHALL—LA REVISION DE LA SENTENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. Russell MacEwan (Pictou): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Elle fait suite à une question posée le 1er mars par mon collègue, le député de Cap-Breton-Nord et Victoria. Le solliciteur général a-t-il eu l'occasion de s'entretenir avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au sujet de Stephen Marshall, Indien du Cap-Breton qui, suivant certaines sources, n'était pas représenté par un avocat et ne pouvait s'exprimer en anglais? Le ministère s'efforce-t-il de venir en aide à cet homme qui a interjeté appel, en lui procurant, par exemple, l'assistance d'un avocat pour sa défense?

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'occasion d'en discuter avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le ministère s'efforce de donner toute l'aide possible à cet homme pour lui permettre de se défendre en appel.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

L'ASSURANCE FRAIS MÉDICAUX—L'OPPORTU-NITÉ D'UNE RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE SUR L'INSTAURATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Vu le grand changement d'opinion en faveur de la sélectivité plutôt que de l'universalité en matière de sécurité sociale, et vu notre situation financière actuelle, projette-t-il de nouveaux pourparlers avec les provinces avant d'appliquer son régime universel d'assurance frais médicaux?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur l'Orateur.